

**Séance ordinaire du
lundi 5 octobre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Clara GIMENEZ.

**Convention de gestion entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier relative à la prise en charge d'une quote-part salariale d'un agent de
la ville dans le cadre de la politique agro écologique et alimentaire - Protocole
d'accord - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du pacte de confiance Métropolitain 2014-2020 conclu entre la Métropole et ses 31 communes membres dont la Ville de Montpellier et en application de l'article 74 de la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et l'article L.5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé son projet de schéma de mutualisation par délibération n°13448 du Conseil de Métropole du 16 décembre 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole a défini les grands axes en matière d'agro écologie et d'alimentation par délibération n° 13043 le 29 juin 2015.

La Ville de Montpellier, par délibération n°2016/404 du Conseil municipal du 20 octobre 2016, a autorisé la signature d'une convention de gestion prévoyant l'intervention du Directeur de la Politique Alimentaire de la Ville de Montpellier à hauteur de 30% de son temps pour répondre aux besoins d'expertise de la Métropole et des communes membres concernant la politique agro écologique et alimentaire et répondant aux 5 objectifs suivants :

- La réalisation d'un état des lieux de la restauration collective des communes de la Métropole, incluant la mise en place d'un suivi évolutif dynamique,
- Le développement d'un approvisionnement alimentaire de proximité pour la restauration collective sur le territoire de la Métropole, notamment en renforçant la commande publique et en pilotant des

- groupes de travail pluri-professionnels,
- La coordination et l'accompagnement d'une démarche d'amélioration de la qualité de l'instant « repas » dans les structures collectives des communes de la Métropole,
 - La contribution à la mise en place d'une démarche d'amélioration continue de la performance de la restauration collective à l'échelle métropolitaine,
 - La coordination des actions d'amélioration de la performance économique de la production alimentaire de la Métropole.

Le directeur de la Politique Alimentaire de la Ville de Montpellier a consacré à ces missions 30% de son temps entre le 1er novembre 2016 et le 31 décembre 2019. Son salaire a été pris en charge en totalité par la Ville de Montpellier.

Afin de régulariser cette situation, les parties ont décidé de conclure un protocole d'accord qui prévoit que Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier une somme de 75 806,44 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes du protocole d'accord entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole d'accord, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole Politique alimentaire.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-142240-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.